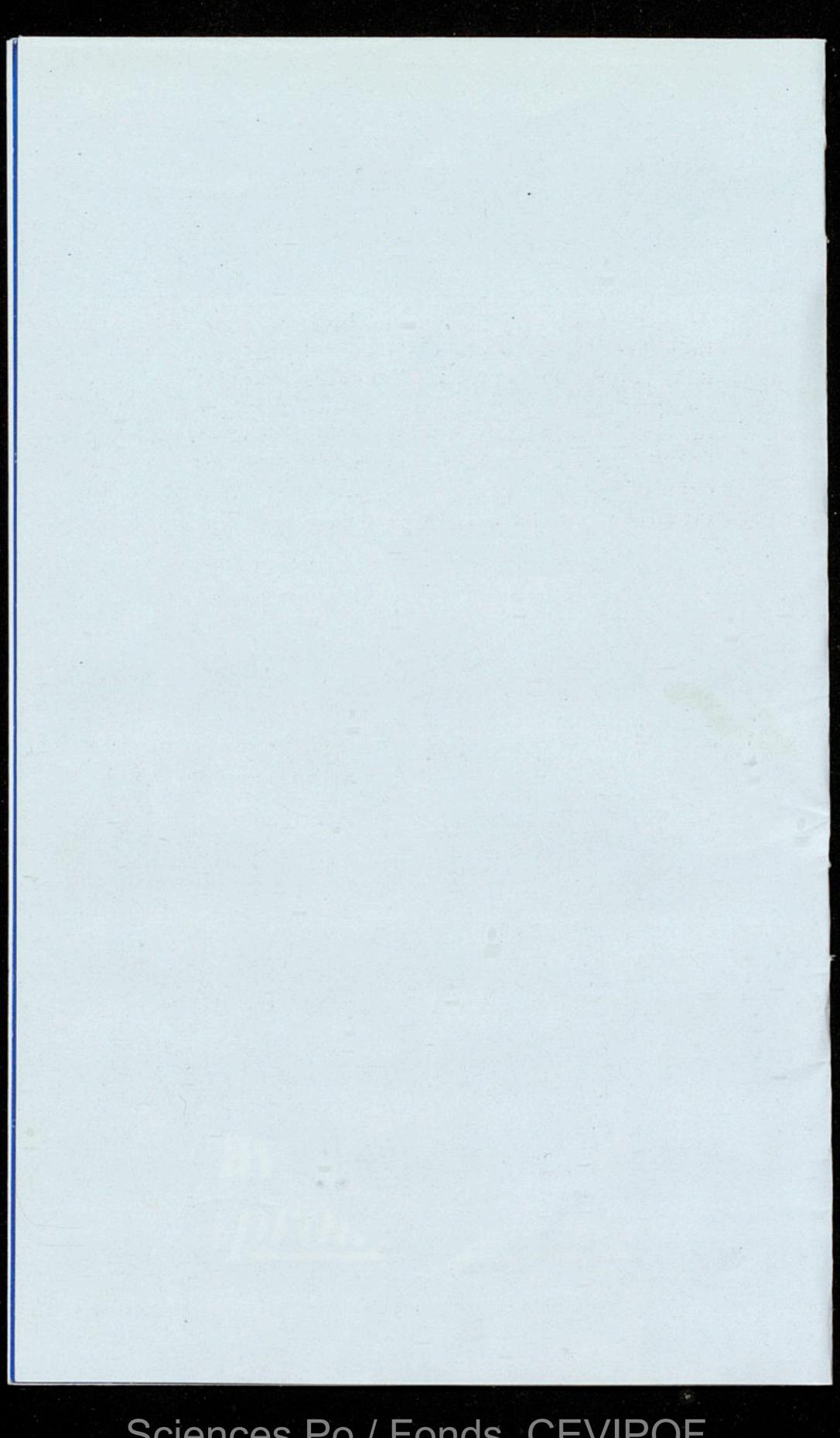
"Je passe un contrat de progrès avec chaque Français." Jacques Chaban-Delmas

Sciences Po / Fonds CEVIPOF



"Venu tout jeune et d'un bond au premier rang de l'action dans la Résistance, il y est resté dans la politique, sans que les années semblent marquer son ardeur, ni son allure. Mais s'il paraît ouvert aux contacts, éclectique quant aux idées, flexible dans les procédés, Chaban-Delmas s'est, depuis 1940, résolu à me suivre, attaché à la cause du salut et du renouveau national."

Charles de Gaulle Mémoires d'Espoir "Chaque collectivité, chaque individu, doit pouvoir maîtriser sa propre destinée, tout en participant aux grandes décisions d'ensemble."

18 Juin 1970

Le 16 septembre 1969, après avoir fait devant l'Assemblée Nationale une analyse des carences de la Société Française, Jacques Chaban-Delmas arrivait à la conclusion que notre société était une société bloquée.

Bloquée par la fragilité de son économie. Bloquée par un état tentaculaire et inefficace. Bloquée par le conservatisme de ses structures sociales.

Ce jour-là, il y a moins de cinq ans, Jacques Chaban-Delmas, Premier Ministre de Georges Pompidou, jetait les bases de la Nouvelle Société.

Pendant trois ans, il allait s'efforcer de prendre les mesures nécessaires pour lutter contre ces blocages.

S'il se présente aujourd'hui au suffrage des Français, c'est pour pouvoir continuer l'édification de cette Nouvelle Société.

Pour permettre aux électeurs de comprendre ce qu'est cette Nouvelle Société, et pour leur permettre aussi de savoir comment il sera possible, compte tenu des circonstances, de poursuivre sa construction, voici une analyse de la situation telle qu'elle se présente, ainsi qu'une synthèse des mesures à prendre pour ne pas faire un vain mot de ce que Jacques Chaban-Delmas a appelé un contrat de progrès avec tous les Français.

Le 16 avril 1974, Jacques Chaban-Delmas, dans une conférence de presse, propose aux Françaises et aux Français un programme en 5 points qui s'adapte à la situation présente, et affirme avec force la volonté de construire une Nouvelle Société.

- I. Reprendre en main l'économie.
- II. Réduire les inégalités.
- III. Libérer le citoyen.
- IV. Mieux vivre ensemble.
- V. Une France forte pour la paix.

I. Reprendre en main l'économie.

A. Mesures d'urgence.

Employer une gamme de moyens des plus incitatifs aux plus impérieux, sans en exclure

aucun à priori.

Un exemple: Une meilleure rémunération de l'épargne pour freiner la consommation et accroître les investissements.
Cet ensemble de mesures ne pourra être divulgué

avant sa mise en place :
Pour éviter la spéculation

 Pour créer un "choc-confiance" au niveau des citoyens.

B. Mesures d'accompagnement.

 a) Réviser l'indice des prix après consultation des partenaires sociaux.

b) Réviser les modalités de contrôle des prix.

c) Affecter en priorité aux plus faibles l'accroissement des ressources de l'Etat.

d) Maintenir les mesures d'Economie de l'Energie.

e) Renforcer la Recherche Energétique.

f) Scinder le Ministère des Finances pour éviter qu'il continue de constituer un état dans l'Etat.

C. L'Emploi.

a) Informer les syndicats et le personnel pour leur permettre :

- de prévoir ce qui risque de se produire

- de s'organiser en fonction de ce risque Prévention et alerte seront mises en place, par branches professionnelles et par secteur, par voie contractuelle.

b) Une garantie de ressource en cas de

licenciement.

c) Aide au premier emploi renforcée, pour les jeunes.

d) Aide à la reprise du travail, en particulier pour les femmes.

"Seuls des charlatans pourraient prétendre régler le problème de l'inflation en quelques mois. Il faut un plan d'urgence pour que l'inflation n'atteigne pas plus durement encore les plus défavorisés...
L'inflation est une maladie sociale grave que nous ne guérirons pas sans l'établissement d'une nouvelle confiance des Français entre eux, fondée sur plus de justice et plus de liberté".

"Les Informations" le 15/4/74

"Notre société est en crise de croissance: c'est un signe de développement."

17 Novembre 1973

Pourquoi venir en aide d'une manière identique à ceux qui en ont le plus grand besoin, à ceux qui en ont modérément besoin, et à ceux qui n'en ont pas besoin du tout?

16 Septembre 1969

II. Réduire les inégalités.

1) Une Société sans misère :

a) Garantie Annuelle de Ressources : c'est la sécurité pour tous

b) Relèvement prioritaire des bas salaires.

c) Effort prioritaire pour les catégories les plus défavorisées.

d) La Sécurité Sociale pour tous.

e) Alignement des droits de Sécurité Sociale dans le respect des régimes particuliers.

f) Moderniser les hôpitaux.
 (suppression des salles communes).

2) Réduire les Ecarts Sociaux :

- a) Généralisation des maternelles.
- b) Rénovation de l'Ecole Elémentaire.
- c) Perfectionnement des CES.
- d) Application accélérée de la loi sur la formation permanente.

"Un objectif ambitieux doit être proposé au pays : la construction d'une société plus efficace dans la conquête du bien-être, plus juste à l'égard des moins favorisés, plus responsable dans son fonctionnement même, plus humaine dans sa vie quotidienne, en un mot une Nouvelle Société."

15 Octobre 1970

"Nous sommes encore un pays de castes. Des écarts inadmissibles de revenus, une mobilité sociale insuffisante maintiennent des cloisons anachroniques entre les groupes sociaux."

16 Septembre 1969

"Il est inadmissible que le destin de trop d'enfants dépende encore aussi étroitement de la position sociale de leurs parents."

17 Novembre 1973

"Une liberté véritable n'existe que si elle est inscrite dans les faits, et non pas seulement dans le Droit."

12 Octobre 1971

III. Libérer le citoyen.

1) Préserver les libertés individuelles.

a) Améliorer les conditions d'exercice de la garde à vue et de la détention provisoire.

 b) Contrôle judiciaire des écoutes téléphoniques.

c) Contrôle judiciaire des fichiers électroniques.

d) Développement de l'aide judiciaire.

e) Renforcement de l'indépendance de la Justice.

2) Faire confiance aux hommes.

- a) Liberté de l'information à l'ORTF
- b) Allègement des règlements et des formalités administratives.
- c) Donner plus de chances aux initiatives individuelles ou collectives.
- d) Développer de façon décisive la politique contractuelle, au niveau des travailleurs, des entreprises et de l'Etat.

"Le pouvoir centralisé ne peut amener que des excès, en particulier dans le domaine du manque de respect de la vie privée."

Mai 1971

"De grâce faisons donc confiance aux hommes! Que l'Etat et les Administrations ne prétendent pas toujours leur lier les mains!"

17 Novembre 1973

"N'oublions pas que les plus faibles n'ont souvent pour seul recours que l'appel aux pouvoirs publics." 17 Novembre 1973

IV. Mieux vivre ensemble.

1) Limiter les contraintes:

a) Une retraite" à la carte."

b) Etablissement des horaires mobiles.

c) Un véritable statut de la mère de famille.

d) Donner de l'autonomie aux citoyens.

2) Rendre le travail plus humain:

a) L'exemple doit être donné par le Secteur Public.

b) Intervention de l'Agence pour l'Amélioration des Conditions de travail.

c) Renforcement de l'Inspection du Travail.

d) Abaissement de la durée du travail maximum autorisée.

3) La Ville

a) Des villes et des banlieues plus humaines.

b) Loger les plus défavorisés dans la dignité.

c) Améliorer les transports en commun.

d) Pratiquer une politique concertée d'urbanisme.

e) Charte pour l'environnement. Rétablissement du Ministère de l'Environnement. "Il n'est pas d'existence heureuse si de longues heures de travail sont, chaque jour, considérées comme perdues à l'accomplissement d'une triste nécessité, alors qu'elles pourraient être et qu'elles doivent être l'occasion d'un enrichissement de la personnalité."

Juillet 1970

"Les temps sont venus d'ajouter à la lutte contre les nuisances la volonté d'organiser résolument notre espace pour créer un environnement harmonieux où il fait bon vivre."

16 Septembre 1969

"C'est la personnalité Européenne qui doit trouver son identité."

17 Novembre 1973

V. Une France forte pour la paix.

- a) Par une Economie forte et une Défense moderne.
- b) Par une Europe Maîtresse d'elle-même.
- c) Par des contrats internationaux pour le développement.

40

"La Grandeur et la Dignité de la France sont inséparables du Bonheur des Français. Sur ce plan, je vous assure que je ne perdrai jamais de vue l'orientation fondamentale donnée par le Général De Gaulle."

"Les Informations" 15 Avril 1974

"L'Europe devra être capable de définir et de conduire sa politique dans le respect de ses alliances, capable de faire entendre sa voix dans les affaires du monde avec la force que donne l'affirmation d'un point de vue unique."

17 Novembre 1973

"Il faut aider les pays sous-développés à s'équiper pour leur permettre d'atteindre un niveau de développement économique comparable à celui des pays les plus favorisés."

Chaban pour la France. Il l'a déjà prouvé.

Chaban pour la France.

Il le prouvera encore.

Sciences Po / Fonds CEVIPOF